

Décembre 2020

**L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET
L'ASPIRATION A LA JUSTICE ET LA
PAIX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :
Expérience continue de la CENCO**

Mots-clés : Paix et sécurité – Société civile – Démocratie – Afrique centrale – Droits humains – Développement durable – Mouvements Sociaux

L'Église Catholique, en Afrique subsaharienne, poursuit sa lutte pour le respect de la charte des droits de l'Homme et des peuples, pour laquelle elle joue un rôle prophétique de « voix des sans-voix ». Sa véritable place, « au milieu du village », la pousse à travailler au service de la paix, la justice et la réconciliation.

En 1995, le Pape Jean-Paul II convoqua une assemblée des Evêques afin d'évaluer sa mission face aux grands défis qu'affrontait le continent africain. L'accroissement des injustices et des inégalités avait plongé la majorité du peuple africain dans une situation de misère, en deçà d'un niveau acceptable. Le synode a voulu se positionner sur des questions liées à la justice sociale, signe de solidarité et d'entraide. Cela se déroula dans un contexte où certains responsables politiques africains s'étaient énormément enrichis en accaparant l'essentiel des richesses avec la complicité des grandes puissances et au détriment des populations.

En 2020, 25 ans après, la mission des Evêques s'annonce encore décisive pour la libération des populations africaines, toujours victimes des violences endémiques qui sévissent en Afrique centrale ; théâtre de multiples guerres fratricides décimant les populations en les rendant de plus en plus pauvres. Dans ce contexte sordide de spoliation de richesses naturelles, de tribalisme, de racisme ... de nouveaux défis mondiaux reconfigurent la scène internationale.

L'Église africaine a-t-elle encore un rôle à jouer dans les grandes mutations mondiales. Pour appréhender le parcours de l'Église en Afrique, nous jetons aujourd'hui un regard sur les synodes des évêques face aux grands défis du continent. Aussi, on regardera de plus près un exemple particulier, celui de la RD Congo au travers de l'engagement de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), témoin assidu et acteur engagé face aux transitions sociopolitiques que traverse le pays.

¹ CUCHET G., *La dramatique conciliaire de l'Antiquité à Vatican II*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2019.

L'Église face aux défis du continent africain 60 années après les indépendances

A l'époque coloniale, l'implication de l'Église catholique dans la vie sociale était [déjà présente](#). La création en 1954 à Léopoldville (actuelle ville de Kinshasa) de l'Université de « Lovanium » par les Jésuites en provenance de Belgique en est une illustration significative. Dans cette période d'émulation des pensées, au lendemain des indépendances, s'est fait sentir, dans un premier temps, une vive effervescence en faveur d'une affirmation identitaire, doublée de la volonté de s'approprier la gestion politique de la nation. Certains auteurs ont fustigé l'appel à un « christianisme africain » qui serait, de ce fait, devenu au sein de l'Église catholique en Afrique ce que la lutte pour l'indépendance se voulait sur le terrain politique¹.

Une fois les indépendances « conquises », les limites territoriales des Etats nouvellement constitués ont gardé leurs territoires en se référant à la configuration des frontières établie à la conférence de Berlin de 1885 plutôt qu'à celle des anciens royaumes d'avant les expéditions exploratoires et/ou esclavagistes.

Libérée donc des pratiques coloniales, la scène internationale était encore entachée des stigmates et des formes de conditionnalité de coopération internationale mettant en péril l'accomplissement des grandes aspirations de développements politique, économique,

social et culturel des nations africaines nouvellement devenues indépendantes.

Un éveil particulier dans le chef de l'Église a invité ainsi à réfléchir sur le destin du continent et sa croissance économique et sociale car, selon elle, la dépendance à peine voilée, soit en aide au développement, soit en coopération, aurait créé bien des frustrations.

Les africains ont voulu être les premiers acteurs de leur propre développement. C'est dans ce contexte que s'est formé le mouvement panafricain, dénonçant l'ingérence des grandes puissances et la prédation des ressources naturelles au détriment du peuple.

L'organisation de l'Unité Africaine (OUA) dont l'avènement était ressenti comme une étape décisive pour la promotion des Droits Humains est née quelques années après les indépendances (1963-2002). L'organisation s'est toutefois vue limitée lors de l'exercice de ses compétences par rapport à la vision qu'elle s'est initialement assignée à la création². Issue d'une impulsion originale et authentique du patriotisme, du panafricanisme et de l'africanité, l'Union Africaine (l'UA), qui est sa descendante directe, travaille encore aujourd'hui avec les bailleurs financiers bilatéraux et multilatéraux afin de construire son épanouissement et son autonomie décisionnelle.

Après la visite du pape Jean-Paul II au Rwanda et au Burundi (5-7 septembre 1990) est arrivé le drame qui a particulièrement interpellé les Evêques Africains : le conflit entre les Hutus et les Tutsis, en 1994, qui fit près de 800 mille morts et a poussé plus de 2 millions de rwandais hors de leur pays. Face à la situation qui prévalait en Afrique à la fin de la guerre froide et au niveau de pauvreté stagnant, les Evêques africains invitèrent les pays

économiquement plus stables à promouvoir le commerce équitable avec l'Afrique ainsi que la création d'emplois et l'instauration de l'Etat de droit. L'Église s'est également assigné la mission d'œuvrer pour l'éducation, le respect de la dignité humaine et des libertés fondamentales. L'Église, pour mener à bien la nouvelle mission qu'elle s'est donnée, se dote de nouveaux organes à l'instar de la Commission Episcopale Justice et Paix qui a donné naissance, un peu partout dans le monde, aux différentes « commissions justice et paix ». Ces dernières furent à l'origine de la volonté de donner l'impulsion de la prise en main des responsabilités, à tous les niveaux de la société, ouvrant ainsi en conséquence un autre chapitre de « pastorale politique³ ».

A partir donc de ce synode de 1995, l'Église en Afrique s'est donnée pour mission d'œuvrer activement pour la paix, et de manière préventive, chaque fois qu'émergeraient des conflits intérieurs et extérieurs frontières héritées des puissances coloniales. La coexistence de différents groupes ethniques, de traditions, de langues et même de religions différentes sont à l'origine, encore aujourd'hui, de graves hostilités.

L'exemple de la Belgique qui tente aujourd'hui d'affronter avec courage la problématique de la décolonisation est un signe précurseur de la construction d'un avenir harmonieux. Une équipe multidisciplinaire de dix membres a été chargée de préparer les grandes lignes de réflexion de la commission d'enquête parlementaire précitée. La Commission parlementaire pour la décolonisation en est une illustration parfaite. Commission décolonisation : un premier groupe d'experts chargé de déminer l'histoire belge au Congo. Pour les Evêques africains : « L'Afrique devrait

² FATTANI T., l'Union Africaine et développement, entre espoirs et illusions, l'Harmattan, Paris, 2004.

³ Philippe Büttgen, Théologie politique et pouvoir pastoral, Annales. Histoire, Sciences sociales

62e Année, n ° 5, Cambridge University Press, (septembre-octobre 2007), pp. 1129-1154 (26 pages).

être aidée de manière non conditionnée⁴». Une attention particulière devrait également être donnée au rôle des femmes, des jeunes et à la famille (lieu d'éducation à la paix et à la justice) au sein de l'Église qui ne doit plus évoluer en vase clos dans le cléricalisme endogène.

L'internationalisation a significativement impacté certaines valeurs de la culture africaine. Les acquis de partage, de solidarité et d'accueil des étrangers ainsi que le respect suprême de la vie ont été ainsi détériorés. Ces valeurs intrinsèques à la gestion ancestrale du bien commun ne sont pas incompatibles avec l'évolution du monde. Les populations africaines contemporaines devraient davantage s'en inspirer. L'entraide intra et inter communautaire pourra conséquemment atténuer l'hégémonie de l'individualisme qui repose sur la recherche effrénée du gain égocentrique. Il y a un besoin d'une pastorale de milieu de vie⁵ concept qui est intégré dans l'expression de « *l'Église sortante* » évoquée par le pape François (Evangelii Gaudium, 2013).

L'expérience de la CENCO au service de la justice et de la paix

En RD Congo, l'Église Catholique a toujours participé dans la dynamique politico-sociale chaque fois que le besoin s'est fait sentir ou qu'elle y a été invitée comme protagoniste. Elle n'a ménagé aucun effort déjà en combattant la dictature puis en accompagnant le citoyen dans le processus de démocratisation du pays. L'on se souviendra de son implication pendant

la [Conférence Nationale Souveraine](#) (CNS) et son rôle dans les premières élections pluralistes. De nos jours, elle est l'institution la plus active et la plus représentée sur toute l'étendue du pays. La Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) appuie des services publics, bien souvent à la place des organes de l'Etat : elle tient par exemple plus de 60% des écoles du pays et la majorité des structures sanitaires, tout en assumant également de multiples projets de développement.

Récemment, grâce à son implication, elle a rendu possible la tenue des élections du 30 décembre 2018. Dans cette quête de démocratie, elle a procédé par des protestations et pressions citoyennes. En dernier recours elle a été invitée, par le gouvernement Kabila en fin de mandat et confronté à une grogne populaire explosive, à assurer les « bons offices ⁶ » qui ont pu aboutir aux « [Accords de la Saint-Sylvestre](#) ». Ces accords ont pu épargner, de justesse, une explosion chaotique de l'Afrique Centrale. Signés le 31 décembre 2016, ceux-ci visaient à l'établissement d'un calendrier électoral opposable à toutes les parties prenantes (opposition politique, société civile et mouvance présidentielle). Cette expérience de la CENCO dans la lutte et l'accompagnement du processus de démocratisation inspire de plus en plus d'autres conférences épiscopales d'Afrique, notamment au Tchad, au Togo, et récemment en Centrafrique et au Burundi où se vit un contexte presque similaire de crise politique. De par son ancrage dans différentes structures régionales et internationales, la Conférence épiscopale du Congo peut ainsi témoigner de ses initiatives en faveur de la démocratie. La CENCO est intégrée dans la sous-région, au sein de l'Association des conférences épiscopales d'Afrique centrale

⁴ *Le Synode africain. Dix ans après. L'Église-Famille de Dieu. Intérêt, bilan et perspectives*, dans RUCAO 20 (2004, numéro spécial).

⁵ Henri Godin et Yvan Daniel, France, pays de mission, Paris, 194.

⁶ Les bons offices : processus visant à concerter afin de rapprocher à travers la médiation les parties prenantes dans un conflit.

(ACEAC) et elle siège au sein du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et Madagascar (SCEAM). Cette légitimité lui donne un rayonnement régional et continental, qui permet de relayer ses messages d'espoir et de confiance.

Conclusion

Face aux drames humains, aux massacres, aux instrumentalisations politiques et à la prédation des ressources naturelles, la CENCO s'est donné une mission de promouvoir l'implication active des citoyens dans l'organisation de leur société et leurs destinées économique et politique. La lutte contre la corruption et toute forme de détournement, ainsi que la prévention des conflits reste son cheval de bataille. Elle s'inscrit ainsi dans la logique déjà précisée dans le passé [par l'Église](#).

Actuellement pourtant la situation semble davantage empirer, la corruption dans le monde politique semble être la règle dans la sous-région des grands lacs⁷ et les conflits identitaires et ethnico-tribaux questionnent encore.

La RD Congo est encore affectée par les conflits. La majorité de sa population vit après 60 années d'indépendance sous le seuil de pauvreté, en gardant toujours un bas niveau d'éducation. Le chômage, diverses maladies, dont celle actuelle de la Covid-19 et d'autres maux sociaux sont enregistrés. La CENCO qui s'est impliquée à travers des actions concrètes en faveur de la paix et du développement social reste un rempart vers lequel les acteurs politiques pourront toujours recourir pour la stabilité du pays. [La crise institutionnelle actuelle](#) qui inquiète semble encore refléter le sérieux de son expertise. Elle plaide encore pour le respect de la démocratie et des droits humains.

⁷ Pourtier R., *Le Kivu dans la guerre : acteurs et enjeux*, Echogéo, 2019.

Sera-t-elle précurseur d'un « Printemps centrafricain », dans les secteurs socio-culturels ? Autrement dit, ne faudrait-il pas repenser sa posture internationale eu égard à son implication dans la politique ? Va-t-elle parvenir à la révolution socio-culturelle, dans le but d'établir un équilibre acceptable des niveaux de vie ? Beaucoup de facteurs devront être observés afin d'établir si, enfin, les actions impulsées par l'Église aboutissent au développement intégral et à la répartition équitable des richesses dont regorge ce pays. Quelles sont les leçons à tirer pour les pays voisins ? Quelle émulation cela peut-il générer ? Comment ce mouvement de la société civile peut-il inspirer au-delà des frontières, y compris en Belgique ? Les engagements méritent d'être étudiés, les leçons apprises méritent d'être partagées...

Bibliographie

FATTANI T., *l'Union Africaine et développement, entre espoirs et illusions*, l'Harmattan, Paris, 2004
René François Rohrbacher, *Histoire universelle de l'église catholique*, Volume 14, 1844
Maurice Cheza, *Vers le Synode africain. Note chronologique et bibliographique*, [Revue Théologique de Louvain](#), 1994

Auteur :
Patrick Balemba B.

ANALYSE